



## **La classe ouvrière et les masses travailleuses victimes des forces impérialistes de tous bords**

La crise politique qui affecte le Venezuela depuis des années s'est accentuée avec les élections présidentielles de mai 2018, à l'issue desquelles Nicolas Maduro a été élu pour un deuxième mandat, lequel vient de débiter le 10 janvier. Le cours des événements s'est accéléré lorsque, le 5 janvier, Juan Guaidó assume la présidence de l'Assemblée nationale contrôlée par les forces d'opposition. Le 23 janvier il s'autoproclame "président par intérim". L'opération a été organisée en étroite collaboration avec le gouvernement US et mise à exécution, selon un plan préétabli, au rythme de messages émis sur Twitter par Trump, par d'autres responsables de l'administration US, et par Guaidó. Un grand nombre de gouvernements, déjà au courant du scénario, ont quasi instantanément accordé la reconnaissance à Guaidó : la plupart des pays d'Amérique du Sud ainsi que le Canada - mais pas le Mexique, et pas l'Inde. Les puissances impérialistes européennes appuient également la position hostile au régime de Maduro. Ce faisant, elles ne sont pas, comme certains l'affirment, "à la botte des USA", simplement elles se placent au mieux - de leur point de vue - pour sauvegarder leurs intérêts. La Chine et la Russie, autres puissances impérialistes, s'opposent aux USA, mais n'ont certainement pas pour objectif en soi de sauver le régime vénézuélien. Elles sont surtout préoccupées de faire en sorte d'obtenir l'accomplissement des contrats en vigueur et le paiement des dettes encourues par le Venezuela.

\*

C'est avec l'élection de Hugo Chávez comme président, en 1998, que le Venezuela est devenu un point particulièrement instable au sein du système capitaliste impérialiste mondial. Depuis, l'évolution des conflits a été marquée par deux points culminants : le 12 avril 2002 une tentative de coup d'État - organisée avec la participation du gouvernement US - qui est avortée le lendemain ; en 2014 la chute brutale du prix du pétrole. Entre les deux, se situe le décès de Chávez, auquel a succédé Nicolás Maduro comme président. Dans ce contexte, les forces politiques mises en échec durant la période de 2002-2004 sont revenues à la charge.

D'un côté de l'échiquier politique, à partir de 2005, Chávez a promu comme perspective le "socialisme du 21e siècle". Depuis, le régime "bolivarien" s'entête

à maintenir la fiction frauduleuse d'un anticapitalisme. Quant aux forces politiques hostiles au régime, elles posent en démocrates combattant la dictature. La situation qui prévaut actuellement au Venezuela tient son origine la plus directe dans les élections à l'Assemblée nationale qui ont eu lieu en décembre 2015. La coalition d'opposition au régime en place a obtenu 112 mandats sur 167, ce qui lui assure la majorité qualifiée. Les "chavistes" lancèrent alors une procédure auprès des instances compétentes, à l'issue de laquelle certains des mandats de l'opposition sont invalidés au motif de fraude électorale. À partir de là, se déroule une guerre de tranchées entre les deux camps, où chacun de son côté considère l'autre comme dépourvu de légitimité. À l'usurpation de l'Assemblée nationale par l'opposition, le régime répond par la mise en place d'une Assemblée constituante dont elle s'assure la maîtrise.

Le constat quant au caractère profondément réactionnaire des forces politiques hostiles au régime "bolivarien" en place, ne change rien au fait que ce dernier ne constitue qu'une forme particulière de la domination de cette même classe qu'il feint de combattre, la classe capitaliste. Fondamentalement, dès ses origines, le régime n'a fait que perpétuer la société capitaliste. Dans un premier temps, grâce à certaines mesures concrètes prises en faveur des masses populaires, il bénéficiait d'un fort soutien parmi la population. La dure réalité a fait prendre conscience progressivement du caractère illusoire des discours officiels. Ainsi les tenants actuels du pouvoir sont acculés à avoir recours à de purs artifices en termes de "démocratie" parlementaire.

En 1976, était entrée en vigueur au Venezuela une loi consacrant la nationalisation des ressources pétrolières et de leur exploitation. Depuis 2006, l'activité de groupes transnationaux dans le secteur du pétrole se déploie sur la base de sociétés mixtes dans lesquelles l'état se réserve une participation supérieure à 50 % du capital. En comparaison avec d'autres secteurs où de plus en plus de sociétés transnationales ont abandonné l'activité dans le pays, les groupes pétroliers montrent une certaine ténacité. Cela s'explique par des considérations stratégiques au-delà du court terme : compte tenu de la difficulté initiale de s'introduire dans le pays, il convient - une fois obtenues les licences - de rester et d'éviter d'éventuelles expropriations, quitte à réduire la production, minimiser les coûts, maîtriser les dégâts en attendant que les conditions s'améliorent, soit en relation avec le gouvernement actuel, soit par un changement de régime.

Pendant quelque temps, les rapports noués par le régime "bolivarien" avec la Chine, s'agissant prétendument d'un "pays socialiste", ont pu faire illusion. En 1997, dès avant l'élection de Chávez comme président, deux champs de pétrole avaient été attribués à la société chinoise CNPC, puis les relations se sont amplifiées. L'importance des rapports avec la Chine provient surtout du soutien financier que ce pays accorde au Venezuela, sous forme de prêts à long terme remboursables en livraisons de pétrole. Du fait de l'évolution de la situation économique mondiale, ces contrats sont devenus une lourde charge pour le Venezuela. Quant à la Russie, les premiers crédits octroyés datent de 2006, en lien avec des achats d'armes. Depuis 2016, se renforce ce recours à la Russie comme partenaire alternatif, par le biais du groupe pétrolier russe Rosneft. Les mécanismes sont les mêmes qu'avec la Chine : crédits remboursables en livraisons de pétrole, participation comme actionnaire dans des sociétés mixtes.

Pour échapper à la menace de faillite qui se profile à cause de la situation du marché du pétrole, le gouvernement s'est lancé aussi dans des projets d'exploitation minière à grande échelle, concernant ce qu'il appelle l'"Arc minier de l'Orénoque". Des contrats avec des sociétés transnationales ont été conclus ou sont en perspective, dans la région de l'Orénoque et ailleurs, pour l'exploitation des ressources minières à travers de sociétés mixtes, dans lesquelles l'État se réserve 55 % du capital ainsi qu'un pourcentage majoritaire des bénéfices.

Parallèlement avec la chute du prix du pétrole, s'amplifient les mesures hostiles de la part des USA. En décembre 2014 est votée une loi qui établit la possibilité de prendre des mesures unilatérales coercitives contre le Venezuela dans les domaines économiques, financiers et commerciaux. En mars 2015, le président Barack Obama signe un décret pour déclarer que le Venezuela constitue "une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis". En avril 2016 commence un blocus financier visant les comptes bancaires à l'étranger des institutions vénézuéliennes. En août 2017 Donald Trump signe un décret interdisant toute une série de transactions avec l'État vénézuélien, et notamment avec la société publique pétrolière PdVSA. L'Union européenne se joint aux mesures de sanction. En novembre 2018, la Banque Centrale de la Grande-Bretagne refuse de restituer au Venezuela 14 tonnes d'or, d'une valeur de 550 millions de dollars US.

\*

La situation actuelle est l'aboutissement d'une longue trajectoire de soumission du Venezuela à la domination impérialiste. Le mouvement ouvrier de ce pays, dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste, a été, après la deuxième guerre impérialiste mondiale, paralysé durant des décennies par la social-démocratie. Puis Hugo Chávez et le régime "bolivarien" l'ont égaré dans une chimère de "socialisme" qui en réalité n'a fait que redistribuer quelque peu les cartes entre fractions de la bourgeoisie et, par une posture de façade "anti-impérialiste", hasardeuse et confuse, l'a amené à la catastrophe.

L'internationalisme prolétarien constitue un principe de base pour les communistes. Afin de déterminer concrètement leur position face aux événements, les communistes doivent analyser les enjeux, la nature des affrontements de classes en cours, les objectifs à atteindre. En ce qui concerne la voie dans laquelle s'est engagé le régime "bolivarien" depuis 1998, deux types d'interprétation erronée apparaissent couramment. En premier lieu, les déclarations programmatiques de Chávez évoquant "révolution" et "socialisme" avaient suscité chez certains un enthousiasme reposant sur une pure fiction. Les années passant, cette vision s'est faite plus discrète. Néanmoins on rencontre toujours des argumentations qui se plaisent à citer des déclarations actuelles de la part des responsables vénézuéliens, comme par exemple, celle-ci : "La seule transition qui est en train d'être menée à bien au Venezuela, c'est la transition au socialisme". L'autre position erronée se veut justement plus large, elle affirme la nécessité de défendre "le processus progressiste et patriotique bolivarien entamé par Hugo Chávez et poursuivi par Nicolas Maduro".

Ceux qui caractérisent le régime "bolivarien" de "progressiste" et "patriotique" admettent plus ou moins explicitement qu'il ne s'agit pas de socialisme, mais de remodelage du capitalisme. Le fait est que les clivages politiques actuels au Venezuela correspondent à des clivages entre fractions de la bourgeoisie. Mais prétendre que dans le cadre du système capitaliste impérialiste mondial puisse apparaître une bourgeoisie "progressiste" antiimpérialiste, c'est introduire une confusion entre deux questions distinctes : celle concernant la libération nationale des peuples opprimés - question d'ordre politique -, et celle des liens d'un pays indépendant avec l'impérialisme - question qui, quant au fond, est d'ordre économique. Quand Lénine pose le principe du droit des nations à disposer librement d'elles-mêmes, il souligne précisément le fait que l'indépendance nationale par la création d'un état propre est parfaitement réalisable dans les conditions de l'impérialisme, mais que selon ces mêmes conditions la domination économique du capital financier monopolistique, exercé y compris de l'extérieur, ne sera pas pour autant abolie. Ainsi au Venezuela, aujourd'hui, tenter de combattre une fraction de la bourgeoisie du pays directement liée à l'impérialisme, en s'appuyant sur une autre fraction prétendument opposée à l'impérialisme, conduit le pouvoir à l'impasse et surtout, maintient les travailleurs dans la soumission à la bourgeoisie, mondiale et territoriale.

Dans les pays dominés par l'impérialisme autant que dans les pays impérialistes dominants, seule la rupture totale avec les rapports de production capitalistes peut arracher les travailleurs à la misère et à l'exploitation. Autrement dit, il faut renverser le pouvoir de la classe capitaliste dans son ensemble et instaurer le pouvoir de la classe ouvrière, en dehors de toute "combinaison" fallacieuse.

**À bas les fauteurs de troubles impérialistes !**

**À bas l'impérialisme capitaliste, oppresseur et exploiteur !**



**Roc.ml@laposte.net**

<http://rocml.org>

Téléchargez La ***Voix des Communistes*** au format électronique sur notre site